

# Inégalités scolaires dans les pays riches <sup>(1)</sup> : la Belgique en bas de l'échelle!

par Maud Dominicy \*

**«Il serait faux de conclure que les inégalités dans l'éducation sont le simple reflet des inégalités qui existent dans la société et que les écoles ou les gouvernements ne peuvent rien y changer. De la même façon, la relation entre les performances à l'école et le background familial ne suit pas des lois immuables mais varie énormément d'un pays à l'autre» <sup>(2)</sup>.**

*Le 26 novembre 2002, l'UNICEF publiait de nouveaux classements sur les inégalités scolaires dans les pays riches. Ce nouveau rapport de l'UNICEF <sup>(3)</sup> présente la première comparaison de grande envergure des résultats scolaires dans les pays industrialisés riches <sup>(4)</sup>.*

Afin de donner une vue d'ensemble de la performance du système éducatif de 24 pays de l'OCDE, le rapport associe des données de cinq évaluations de l'alphabétisme et des compétences en mathématique et en sciences. Les évaluations sont tirées de deux enquêtes internationales majeures - le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et la troisième étude internationale sur les mathématiques et les sciences (TIMSS) <sup>(5)</sup>. La République de Corée, le Japon, la Finlande et le Canada arrivent en tête du classement alors que le Portugal, la Grèce, l'Italie et l'Espagne sont en bas du tableau.

Le rapport montre que les résultats scolaires dans certains pays de l'OCDE sont nettement meilleurs que dans d'autres. Un enfant scolarisé en République de Corée, au Japon, en Finlande, au Canada ou en Australie a plus de chances d'atteindre un niveau raisonnable d'instruction et court moins de risques d'être en retard par rapport à la moyenne qu'un enfant né

en Belgique, en Islande, en Hongrie, en Norvège, aux Etats-Unis, en Allemagne, au Danemark, en Espagne, en Italie, en Grèce ou au Portugal.

\* Child Rights Officer, UNICEF Belgique

(1) *A League Table of Educational Disadvantage in Rich Nations, Innocenti Report Card, Issue N°4, UNICEF, Innocenti Research Centre, Florence, Italy, November 2002.*

(2) *Op. cit., p. 3.*

(3) *Cette publication est la quatrième d'une série des Bilans Innocenti visant à évaluer la capacité des pays industrialisés à répondre aux besoins de leurs enfants. Chaque Bilan présente et analyse des tableaux de classement évaluant la performance des pays riches face aux indices statistiques du bien-être de l'enfant.*

(4) *Le rapport s'attache au bien-être des enfants dans les pays de l'OCDE (Organisation for Economic Co-Operation and Development) c'est à dire les pays qui produisent les 2/3 des services et marchandises au niveau mondial. Les membres de l'OCDE sont l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République Tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord et les Etats-Unis. Seuls 24 pays de l'OCDE ont été inclus dans la recherche.*

(5) *Le rapport de l'UNICEF Bilan Innocenti utilise les données de trois évaluations internationales des résultats de l'apprentissage ou «alphabétisme fonctionnel». La troisième étude internationale sur les mathématiques et les sciences (TIMSS) de 1995 et 1999 a couvert 52 pays au cours de l'une de ces années (ou les deux). Le rapport de l'UNICEF s'intéresse particulièrement aux élèves de huitième année testés lors de l'étude TIMSS, âgés en principe de 14 ans, et qui étaient environ 3800 par pays. Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) s'intéresse aux enfants de 15 ans, évaluant leur «préparation à la vie adulte» vers la fin de la scolarité obligatoire, en mesurant leurs connaissances en mathématiques et en sciences et leurs aptitudes à la lecture. Alors que la TIMSS mesure plutôt la maîtrise d'un programme d'étude accepté au niveau international, le programme PISA est destiné à évaluer des compétences plus vastes, s'efforçant de découvrir comment les étudiants pourront utiliser leurs acquis dans la vie réelle. La première évaluation du programme PISA a eu lieu en 2000 et a couvert 32 pays. En moyenne, 5.700 enfants ont pris part à l'étude dans chaque pays. L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes 1994-98 (IALS) a couvert 21 pays. Environ 3.500 personnes par pays ont été évaluées.*

*Les nouveaux classements ont été préparés en utilisant des données du programme PISA et de l'étude TIMSS.*

## Jusqu'où permet-on aux élèves les plus faibles de prendre du retard ?

En termes réels, la proportion d'enfants de 15 ans jugés «incapables d'effectuer des tâches de lecture élémentaires» va de moins de 7 % en République de Corée et en Finlande à plus de 20 % au Portugal, en Grèce, en Hongrie, en Allemagne et en Suisse. La Belgique n'est pas loin derrière puisque la proportion d'enfants de 15 ans jugés incapables d'effectuer des tâches de lecture élémentaires est de 19 %. Le pourcentage d'élèves jugés «incapables d'appliquer des connaissances mathématiques élémentaires» est inférieur à 10 % en République de Corée et au Japon contre 45 % ou plus au Portugal (68 %), en Grèce (48 %), en Espagne (48 %) et en Italie (45 %). À mesure que ces enfants grandissent, les véritables conséquences de ces performances médiocres deviennent claires. Qu'ils cherchent un emploi ou souhaitent savoir quelle dose de médicament donner à leur enfant conformément aux instructions de l'emballage, ils se trouveront dans une situation très défavorisée.

La question de l'inégalité dans l'apprentissage est au centre de l'étude de l'UNICEF. D'où la question de savoir jusqu'où permet-on aux élèves les plus faibles de prendre du retard ? Pour répondre à cette question, le rapport propose une idée de performance scolaire originale en présentant un deuxième classement qui ordonne les pays selon l'écart qui existe entre les «mauvais» élèves et les élèves «moyens» - le rapport analyse en d'autres mots le degré d'inégalité entre les élèves du pays. Les pays en tête de ce classement, tels que la Finlande, l'Espagne, le Portugal et le Canada, réussissent assez bien à contenir les inégalités en ne laissant pas les élèves qui obtiennent de mauvais résultats prendre autant de retard que dans d'autres pays. Par contre, les pays en bas du tableau autorisent de très grands écarts. Parmi ces pays, on trouve les États-Unis, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande et la Belgique, au bas de l'échelle en termes d'inégalités scolaires !<sup>(6)</sup>.

Les écarts entre les résultats aux tests de différents enfants pendant la même année scolaire peuvent être si grands que certains enfants devraient rattraper l'équivalent de plusieurs années scolaires sur leurs camarades. Même dans le pays qui se classe le mieux - la Finlande - les élèves qui obtiennent les plus mauvais résultats en huitième année ont environ 3,5 années de retard en mathématiques sur l'élève moyen finlandais de huitième année. En Belgique, en Allemagne et en Nouvelle-Zélande, les élèves les plus faibles ont environ cinq années de retard sur leurs camarades.

Les enfants non-autochtones ou issus de la première génération de l'immigration sont particulièrement défavorisés. Dans certains pays, ce handicap est plus de trois fois supérieur chez ces enfants que chez d'autres enfants. C'est le cas en Autriche, en Belgique<sup>(7)</sup>, au Danemark, en Finlande, en Allemagne ou en Suisse. En revanche, l'Australie et le Canada, les deux pays comptant la plus forte proportion d'enfants issus de l'immigration (20,5 %), obtiennent de bien meilleurs résultats. Au Canada et en Australie, les enfants non autochtones ou issus de la première génération de l'immigration courent à peine plus de risques que les autres enfants d'obtenir de mauvais résultats en lecture. Ce phénomène montre bien que tout pays riche doit s'assurer que les groupes minoritaires qui vivent sur son territoire reçoivent l'aide dont ils ont besoin pour surmonter leurs handicaps particuliers. Néanmoins, ces conclusions ne confirment pas la croyance très répandue selon laquelle les pays qui comptent une forte proportion d'enfants immigrés ont plus de risques de se trouver en bas du classement de l'éducation. Le rapport montre que la proportion d'enfants non autochtones ou de la première génération qui vivent dans cha-

que pays n'influence pas le classement national d'ensemble.

Le rapport montre par ailleurs que les différences qui existent dans la performance scolaire entre les nations riches ne sont pas toujours liées à l'allocation des ressources. En effet, les données ne révèlent pas de relation simple entre les dépenses nationales par élève et le succès dans le classement des résultats scolaires. Pour exemple, la République de Corée, qui est placée en haut du tableau, dépense à peu près la même somme par élève que la Grèce, qui est en bas de tableau. De même, il n'y a pas de lien évident entre le nombre moyen d'élèves par enseignant et les résultats nationaux.

Le rapport montre toutefois qu'un lien très net existe entre les résultats scolaires de l'enfant et le statut économique, le niveau d'éducation et la profession de ses parents - quel que soit le pays de résidence. Ainsi, les enfants anglais issus de familles défavorisées ont de très mauvais résultats alors que 95 % des enfants ayant réussi les tests provenaient de familles favorisées économiquement. Pour prendre un autre exemple, les enfants irlandais dont les parents exercent une profession libérale et disposent de revenus élevés ont 90 % de chances de parvenir à l'enseignement supérieur - contre 13 % pour les enfants dont les parents occupent des postes manuels non qualifiés.

Si l'environnement familial joue un rôle dans tous les pays de l'OCDE, le poids de ce facteur varie considérablement entre les pays. En Allemagne ou au Mexique par exemple, les enfants des mères les moins instruites courent trois à quatre fois plus de risques d'obtenir de mauvais résultats en lecture alors que les enfants de mères peu instruites en Finlande, en Irlande, en Pologne, en Islande, en Norvège ou en Suède ont seulement une pro-

(6) En Belgique, l'écart entre les élèves les plus faibles et les élèves moyens est de 22 % contre 3,2 % en Finlande (en haut de l'échelle).

(7) En Belgique, il y a 12 % d'enfants non-autochtones ou issus de la première génération. 48,6 % d'entre eux n'atteignent pas les niveaux de lecture élémentaire contre 13,8 % des enfants autochtones.

(8) En Belgique, les enfants de mères peu instruites courent 2,3 fois plus de risques d'obtenir de mauvaises notes.

## Commencer par des soins et une éducation de qualité pendant la petite enfance



tabilité et demie d'obtenir des mauvaises notes<sup>(8)</sup>.

Le rapport note en outre que les inégalités se produisent déjà bien avant d'entrer à l'école primaire ou secondaire. En effet, les enfants de familles favorisées bénéficient de soins et d'une éducation de qualité pendant la petite enfance (à la crèche et à l'école maternelle). Entre quatre et six ans ces enfants sont aussi avantagés. Même quand leurs parents ne choisissent pas une école privée, ils choisissent une école qui a une bonne réputation dans un quartier bien situé. En général, les parents les mieux éduqués et qui ont un bon salaire sont les mieux informés pour choisir une école en connaissance de cause. De même, les enfants de familles favorisées tendent à progresser plus facilement et plus rapidement au niveau de l'éducation car ils bénéficient davantage de soins (santé, nutrition, détente). Ces enfants disposent aussi de plus d'attentes par rapport à leur enseignant, de plus de pressions de la part de leurs camarades et de leurs parents pour faire leurs devoirs et passer leurs examens ainsi que davantage de matériel scolaire adéquat. Enfin, ces enfants bénéficient aussi souvent d'une meilleure formation car les enseignants préfèrent travailler dans des écoles dites «disciplinées» avec peu de problèmes sociaux et des élèves dits plus «réceptifs».

De nombreuses exceptions existent évidemment, des millions d'enfants échappent à leur trajectoire alors qu'ils ne bénéficiaient d'aucun avantage au départ. Mais le fait est que, dans de nombreux pays riches, l'éducation renforce les inégalités au lieu de les diminuer. Tel est le cas en Belgique qui se place au bas de l'échelle des pays riches en termes d'inégalités scolaires.

Afin que les gouvernements des pays de l'OCDE soient en accord avec le principe d'égalité des chances et le droit de chaque enfant de pouvoir développer ses capacités, il est tout à fait inacceptable que le statut socio-économique des parents influe à ce point sur le devenir d'un enfant et sur ses chances de succès à l'école. Bien que le rapport note que les écoles luttent plus efficacement contre les inégalités sociales dans certains pays que dans d'autres, il met aussi en évidence le fait que les handicaps scolaires s'installent très tôt dans la vie - avant même que l'enfant n'entre dans le système scolaire formel à l'âge de cinq ou six ans.

L'UNICEF estime donc que les mesures destinées à atténuer les inégalités éducatives doivent commencer par des soins et une éducation de qualité pendant la petite enfance. Beaucoup d'enfants qui grandissent dans des pays de l'OCDE fréquentent

aujourd'hui des établissements en dehors de leur foyer deux ans environ avant de commencer l'école primaire. Et de plus en plus de données montrent qu'une éducation de qualité pendant la petite enfance permet de réduire les inégalités scolaires et l'exclusion sociale.

Il est impératif que l'idéal d'égalité des chances et du droit de chaque enfant de pouvoir développer ses capacités devienne une réalité dans les pays de l'OCDE conformément aux engagements pris par ces gouvernements lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants qui a eu lieu à New York en mai 2002. Lors de cette conférence, les gouvernements du monde, de Belgique y compris, se sont engagés à atteindre des objectifs spécifiques pour les enfants et les jeunes. Ces engagements complètent les objectifs de développement pour le millénaire, qui avaient été adoptés auparavant par les 189 États membres de l'ONU. Garantir l'accès à une éducation de qualité et le développement dans la petite enfance sont des priorités clés pour la décennie.

Dans ce contexte, notons enfin que la participation des enfants et des jeunes à l'élaboration d'une éducation de qualité pour tous est tout aussi primordiale. En effet, le dernier rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde en 2003, qui est consacré à la participation des enfants et des jeunes<sup>(9)</sup> montre à quel point il est essentiel de faire campagne pour adopter des méthodes pédagogiques qui maximalisent la participation des enfants et qui encouragent l'apprentissage actif. Cela signifie aussi qu'il faut reconfigurer le monde des adultes et encourager les enfants à développer leurs compétences et à mettre en oeuvre les valeurs démocratiques. Cela suppose que les adultes partagent avec les enfants et les jeunes le pouvoir, la prise de décision et l'information.

(9) La situation des enfants dans le monde 2003, UNICEF, décembre 2002.